

Lors de la séance de jeudi 12 janvier du séminaire Conséquences, Oreste Scalzone, invité à parler de l'autonomie italienne dans les années 1970, nous a offert, au bout d'un moment, une des perles de sa sagesse : « soyez bienveillants, dans vos ruptures politiques : l'époque tourne au pire, il faut essayer de faire front commun ». A partir des mécompréhensions majeures, des différences de fond et des basses accusations, je vais donc prendre le temps de fournir au camarade Serge Quadruppani quelques éléments de réponse bienveillante à sa lecture rapide dans l'article « [L'époque opaque et ses ingouvernables - Réflexions après un dimanche à Montreuil](#) » de ma « brochure » *Contre la Loi Travail et son monde. Argent, précarité et mouvements sociaux*. On trouvera sur les sites de [Contretemps](#) et de [Vacarme](#) deux extraits du livre, qui essaie d'articuler un premier bilan, dont l'œuvre sera *forcément collective*, de la mobilisation du printemps dernier. Tout cela afin de suggérer des pistes de réflexion qui puissent contribuer de façon constructive à renforcer nos discours et nos pratiques.

Mécompréhensions

Tout d'abord les mécompréhensions. À aucun moment je n'« assigne au mouvement l'implicite revendication du revenu social garanti ». Cette revendication, comme toute autre revendication d'ailleurs (même contre l'usage des flash-ball), a été plutôt marginale au sein du mouvement^[1], dont un des mots d'ordre - à la fois gage de radicalité et arme à double tranchant - a été d'affirmer à haute voix « on ne revendique rien » ! La socialisation du revenu, plutôt qu'être une de mes « lubies idéologiques », a historiquement été une des *revendications* fondamentales de la gauche extra-parlementaire de la séquence rouge italienne, qui va des luttes de l'automne chaud de 1969 jusqu'aux insurrections de la jeunesse de 1977, en passant par Potere Operaio, Lotta Continua, le mouvement féministe du salaire *contre* le travail ménager, etc. Contrairement à ce que veut nous faire croire une histoire grotesque colportée par certains blogs gauchistes et reprise à son compte par Quadruppani, la revendication de socialiser le revenu n'est pas née du cerveau de quelque professeur de Padoue, fût-ce Antonio Negri, lequel joua tout de même (que cela soit dit en passant) un certain rôle au sein de Potere Operaio, une des organisations autonomes les plus importantes de l'époque. Penser le contraire et croire qu'un intellectuel isolé puisse dicter la ligne à un mouvement d'ampleur, c'est montrer beaucoup de mépris pour celles et ceux qui ont fait ce mouvement. Le post-opéraïsme et l'autonomie italienne des années 1970 ont posé la question du revenu social tant d'un point de vue économique (la production se socialise), que sociologique (l'émergence de nouvelles subjectivités) et politique (la construction d'un *parcours revendicatif*) : si l'on veut critiquer cette perspective, c'est avec le post-opéraïsme et l'autonomie italienne qu'il faut se confronter, pas avec tel ou tel individu.

Divergences

Cela m'amène aux différences de fond. Par-delà l'utopisme micro-politique sur lequel Quadruppani mise tout (*by the way* : de façon quelque peu paternaliste à l'égard des jeunes de « génération ingouvernable »), je reste fermement convaincu que raisonner - comme j'essaie de le faire tout au long du livre - autour des deux pôles de l'« autonomie » et de l'« organisation » ne saurait consister à prôner le repli hors de *ce* monde. La fuite, la désertion, l'exode, la défection, etc. sont des pratiques certes importantes, mais largement insuffisantes. Je ne vois vraiment pas comment on peut passer de ces processus de destitution (dont la portée reste, malgré tout, mince par rapport à l'emprise et à la pénétration du capital) à un monde, je cite le camarade, « sans travail, et donc sans État et sans argent ». On est condamné à penser et agir en termes processuels, de transition, c'est-à-

dire en termes stratégiques. Et on ne peut pas imaginer que l'État et le capital appliqueront avec nous la vieille doctrine du laissez-faire. Par conséquent, nous avons besoin de *contre-pouvoirs* qui puissent dépasser les frontières étroites de l'« entre nous », à savoir les jeunes des « cortèges de tête » qui bloquent les lycées et occupent les facs. Au moralisme abolitionniste qui caractérise de larges pans de l'ultragauche française – avec sa sortie frugale vers la vie champêtre – je préfère en effet l'investissement politique de la question de l'argent[2]. C'est vrai : dernièrement la question du revenu social a été récupérée par ce que je qualifie, en suivant Balibar, d'« extrémisme du centre ». Mais cela est notre faute. Car il y a désormais des tendances globales et de longue durée, brièvement esquissées dans mon livre, qui nous conduirons bon gré mal gré dans les années à venir à faire face à la question du revenu social. Dès lors, de deux choses l'une : ou bien on essaie d'anticiper ces tendances et de les déterminer subjectivement, de surfer sur cette vague, ou bien on risque sérieusement de se faire emporter par la marée noire que ces tendances au chômage et à la précarité de masse drainent avec elles. La lutte pour le revenu social est donc aussi, au fond, une lutte antifasciste, une lutte anti-FN.

Revenu social et antiracisme

Pour finir, les accusations personnelles. D'après le camarade Quadruppani – que je n'ai jamais rencontré – je serais un « universitaire », par le simple fait d'être interne à l'Université. Il s'agit d'un vieux raccourci rhétorique 1. pour discréditer ma perspective comme extérieure à la mobilisation et 2. pour m'assigner une place très confortable à l'intérieur de la division sociale du travail. Sur le premier point, pas besoin d'argumenter : il suffit de feuilleter rapidement le livre, ou d'en lire les extraits sortis dans *Vacarme* et *Contretemps*, pour se faire une idée du degré d'« internalité » que j'ai eu par rapport à cette mobilisation. Quant au second point, Monsieur Quadruppani, traducteur du magnifique roman *Manituana*, devrait connaître la précarité des conditions matérielles d'existence dans le travail dit intellectuel. L'université est évidemment composée de mandarins qui administrent le pouvoir et dispensent les places, mais aussi d'étudiants.es (toujours plus travailleurs.es) et de jeunes chercheurs.es précaires. Je rentre dans ce second groupe et apprécie donc beaucoup le (manque de) souci que manifeste Quadruppani pour mon avenir[3]. Celui-ci ne sera toutefois pas fait de conseils susurrés à l'oreille du Prince, mais de recherches théoriques consacrées au présent du capitalisme et de recherches militantes dans les quartiers populaires sur le rôle de l'argent. Un des enjeux de fond de mon petit ouvrage est en effet de renouveler les théorisations du revenu social via l'antiracisme matérialiste. Cette approche nous interpelle « nous » aussi (mais pas seulement, bien évidemment), les militants blancs : existe-t-il un autre biais, à côté des mobilisations anti-répression, pour constituer une « majorité décoloniale », pour « construire ensemble, dans une égale dignité », des pratiques de (appelez-les comme vous préférez) « convergence des luttes », d'alliance, de coalition, de recomposition politique, etc. avec les subjectivités racisées et ségréguées des quartiers populaires ? À cet égard, la mobilisation qui est en train de se construire autour de la famille d'Adama Traoré[4] me semble extrêmement importante. De même que sont extrêmement importants la présence et le soutien actif – entre autres – des groupes antifa et autonomes (dont « génération ingouvernable ») à la manifestation du 19 mars, qui *revendique* dignité et justice contre le racisme, les violences policières, la *hogra* et la chasse aux migrants. Dommage donc que les raisons de l'antiracisme n'aient pas encore conquis le cœur du camarade Quadruppani, lequel est à même de parler diffusément de mon livre et de la conjoncture actuelle sans mentionner la question une seule fois.

Notes

[1] Sur la Place de la République la question du revenu, de temps en temps, effleurerait. Mais cela n'est pas véritablement décisif. Ce n'est pas le fait que le MFRB ou que la commission « économie politique » affrontèrent la question, ni le fait que les plénières réunissant les « Intermittents et précaires », Bernard Friot, Antonella Corsani ou Carlo Vercellone discutèrent de salaire à vie et de revenu social qui justifie l'importance, après le printemps 2016, de s'emparer de cette question. Une telle nécessité dérive plutôt du fait que la Loi Travail fournit un cadre légal et juridique qui institutionnalise la précarité, que les classes dirigeantes s'intéressent toujours plus à cette perspective, que le chômage de masse est une donnée structurelle des sociétés capitalistes « avancées » et que l'élimination d'emplois peut aussi devenir une affaire d'émancipation sociale.

[2] Comme le font souvent remarquer les militants de la « Coordination des intermittents et précaires », nombre de militants sont à cet égard affectés par une sorte de mauvaise conscience, ou de refoulé : ils ne savent/veulent pas revendiquer de salaire différé et indirect, de welfare, de droits sociaux ; ils se refusent à revendiquer toutes ces « bonnes choses » pour en faire un *usage politique*. Les pratiques dites autonomes, de destitution, d'autoproduction etc., sont aussi faites de contradictions, et elles sont largement facilitées par ce qu'octroie le système : RSA, allocations chômage, subventions, héritages, achats de terre. Il n'y a rien de mal en ceci, à partir du moment où c'est pensé stratégiquement et, surtout, où ce n'est pas gommé par une forme ou une autre de déni collectif.

[3] Il n'y pas de plus mauvaise manière de planifier une stratégie de carrière à l'université que de s'engager publiquement dans des mobilisations qui défient les pouvoirs en place et se confrontent en permanence aux forces de l'ordre. En France, des carrières de jeunes chercheurs militants sont stoppées net pour beaucoup moins que ça.

[4] Cette petite réponse a été écrite lundi 6 février (date de parution de l'article de Quadruppani sur lundi.matin), juste avant que la mobilisation pour Théo prenne de l'ampleur...